

Appel des organisations syndicales départementales CFDT- CFE/CGC- CFTC- CGT- FO- FSU- SOLIDAIRES- UNSA

La réunion du 18 avec le chef de l'Etat n'a apportée aucune réponse concrètes et durables aux revendications posées. Si la force de la mobilisation du 29 janvier a contraint le Président de la République à de premières annonces sociales, elle n'a pas encore permis d'obtenir l'inflexion demandée sur les politiques d'emploi, de salaires, de contrôle des aides publiques et de justice sociale indispensables pour sortir de la crise.

De toute évidence, le chef de l'Etat n'a toujours pas pris la mesure des effets de la crise ni la nature et l'ampleur des revendications portées le 29 janvier.

Ces propos résonnent comme une provocation au monde du travail qui ne peut se contenter d'un simple saupoudrage alors que les réponses attendues pour sortir de la crise passent par des mesures structurelles.

En se contentant de vouloir désamorcer le mécontentement social et de fissurer le front syndical, le chef de l'Etat prend le risque de voir la situation se dégradée.

Après les CDD, le président de la république invente les MDD entendez par là les « Mesures à Durée Déterminée » et refuse toute mesure favorable aux salaires, telle que le conditionnement de toutes les aides publiques et allègements de cotisations sociales à la signature d'accords salariaux dans les entreprises, réclamées par toutes les organisations syndicales.

S'il est clair que les salariés qui vont bénéficier des mesurètes annoncées peuvent avoir le sentiment d'avoir été entendu les 2,6 milliards annoncées restent disproportionnés aux 8 milliards consentis aux entreprises.

« Ce n'est de toute évidence pas avec des mesures ponctuelles qu'on règlera les questions de fond posées à tous ceux qui sont concernés par la crise »

Un 19 mars unitaire de mobilisation et d'action pour une vraie relance sociale

Partout, dans chaque entreprise, dans tous les services publics, sur les chantiers, dans les sections syndicales, le dialogue doit s'ouvrir. Le temps est venu de débattre, de construire, de revendiquer et de lutter ensemble.

Parce qu'il y a des urgences : La réponse aux besoins des salariés confrontés à la crise doit être immédiate.

Il faut se donner les moyens de stopper l'hémorragie des licenciements et accompagner les jeunes vers l'emploi.

Parce qu'il y a des priorités : il faut réellement soutenir le pouvoir d'achat pour éviter que des salariés mal payés ne basculent dans la pauvreté.

Parce qu'il y a des drames sociaux, il est impératif de renforcer les aides au logement, aux transports, à la préservation de la santé.

Parce que les responsables n'ont pas été capables d'éviter la crise, il faut mettre en place une nouvelle gouvernance et repenser la responsabilité des entreprises, la redistribution des richesses entre les actionnaires et les salariés ainsi que la rémunération des managers.

**Mobilisation
Du
19 mars
2009**

Parce que les politiques européennes n'ont pas su juguler la crise, que l'union européenne libérale n'a toujours pas trouvé de réponse coordonnée et qu'il est évident que la crise ne peut se résoudre à l'échelle nationale, nous exigeons une réglementation de la sphère financière internationale.

Le seul objectif aujourd'hui c'est l'obtention de mesures concrètes soutenant réellement le salariat face à la crise.

Les organisations syndicales CFDT- CFE/CGC- CFTC- CGT- FO- FSU- SOLIDAIRES- UNSA

expriment toute leur solidarité au juste combat pour une société plus sociale de nos camarades de la Guadeloupe. Elles dénoncent le mutisme de l'Etat aux événements de Guadeloupe.

L'utilisation de la force et de la violence ne constituent pas une réponse aux attentes des populations, des salariés et de nos camarades d'outre mer. Exigeons du président de la république, du gouvernement Fillon et du Medef qu'ils prennent toutes leurs responsabilités pour apporter des réponses adaptées.

Les organisations syndicales CFDT- CFE/CGC- CFTC- CGT- FO- FSU- SOLIDAIRES- UNSA appellent toutes leurs organisations dans chaque entreprise à se rencontrer sur la base de ce texte commun pour élaborer une plate forme revendicative commune et aborder la construction d'un 19 mars d'action unitaire à la hauteur des enjeux.

C'est dans ce contexte d'union et de solidarité que nous gagnerons

RASSEMBLEMENT JEUDI 19 MARS 10H30 PLACE DE CATALOGNE A PERPIGNAN

Un pique-nique géant clôturera la manifestation